

Commune de

JAZENEUIL



Révision du P.O.S
en

Plan Local
d'Urbanisme

P.L.U.

NOTICE SANITAIRE



ECP Urbanisme

Etudes, conseils, projets d'urbanisme



Eau-Méga

Agglomération

ARCHI' paysages



EAU POTABLE

Sources : www.siveer.fr (juillet 2013), <http://www.ars.poitou-charentes.sante.fr> (juillet 2013)

Concernant l'eau potable, la commune de Jazeneuil est adhérente du Syndicat des Eaux de la Vienne (SIVEER) depuis le 1^{er} janvier 2013.

Auparavant, la compétence relevait du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement (SIAEPA) de la région de Lusignan, qui assurait la production et la distribution de l'eau potable sur Jazeneuil ainsi que sur les communes de Coulombiers, Celle l'Evescault, Cloué, Curzay sur Vonne, Lusignan, Marçay, Marigny-Chemereau, Rouillé, Saint-Sauvant et Sanxay.

La production et la distribution de l'eau potable relèvent donc désormais du SIVEER, qui a son siège à Poitiers (55 Rue de Bonneuil Matours) et regroupe une grande partie des communes du département (correspondant à la moitié de la population environ).

L'organisation du SIVEER compte 7 centres d'exploitation répartis sur le territoire. La commune de Jazeneuil dépend du centre d'exploitation de Lusignan, qui regroupe toutes les communes anciennement adhérentes au SIAEPA de Lusignan.

Production

Le centre d'exploitation SIVEER de Lusignan exploite différents captages et forages :

- captage de Brossac (Celle l'Evescault) captant la nappe libre supra-toarcienne (avec le captage du puits de Choué en secours)
- forage de la Poisnière (Saint Sauvant), captant la nappe captive infra-toarcienne
- captage de la source de la Poisnière (Saint Sauvant), captant la nappe libre supra-toarcienne
- captage de la source de la Jallière (Curzay sur Vonne), captant la nappe libre supra-toarcienne
- forage de la Forêt (Curzay sur Vonne), captant la nappe captive infra-toarcienne
- forage de la Roche Perrin (Jazeneuil), captant la nappe captive infra-toarcienne

L'eau captée sur chaque captage bénéficie d'un traitement de désinfection au chlore gazeux.

Les eaux des forages de La Roche Perrin et La Forêt bénéficie également d'une déferrisation avant désinfection.

La commune de Jazeneuil est alimentée par un mélange des eaux du captage de la Jallière, du forage de la Forêt et du forage de La Roche Perrin.

Les ressources en eau sont suffisantes pour accueillir le développement envisagé par la commune pour les prochaines années.

Le contrôle sanitaire de l'eau est assuré sous l'autorité du Préfet par le service santé-environnement de l'Agence Régionale de Santé, et plus particulièrement par l'unité territoriale des Vigilances et Sécurités de l'Environnement et des Milieux de la Vienne (VSEM-86). Les prélèvements et les analyses d'eau sont réalisés par les agents du laboratoire IANESCO de Poitiers, agréé par le Ministère de la Santé.

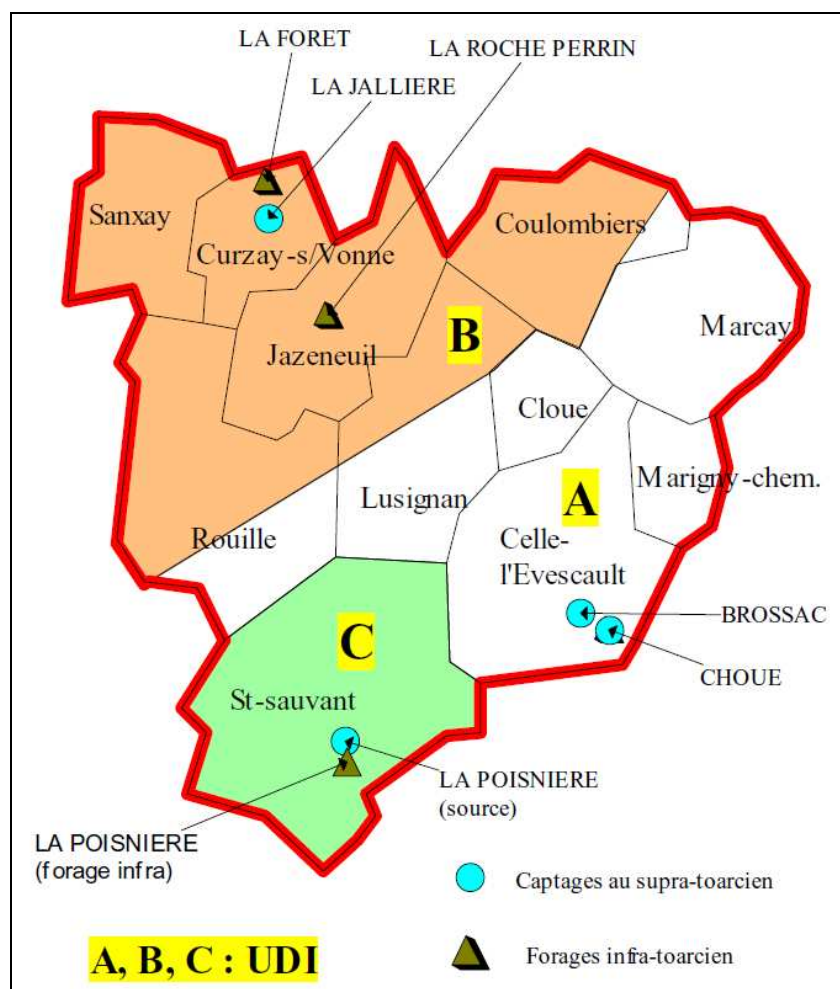
Les analyses de la qualité de l'eau distribuée ont montré pour l'année 2013 que l'eau distribuée est conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et chimiques recherchés.

Les eaux distribuées présentent les caractéristiques suivantes en 2012 :

- bactériologie : excellente qualité de l'eau
- PH : les eaux sont légèrement basiques
- Turbidité : les eaux présentent une bonne limpidité et transparence, avec une faible turbidité
- Dureté : les eaux renferment une dureté moyenne
- Fluor : concentration moyenne en fluor (ne nécessitant pas a priori d'apports fluorés complémentaires)
- Nitrates ; les concentrations moyennes sont modérées (notamment grâce au mélange des eaux du supra-toarcien, et de l'infra-toarcien)
- Pesticides : bonne qualité de l'eau (uniquement quelques traces de triazines)
- Fer : teneur inférieure à la valeur de référence

Distribution

Le centre d'exploitation SIVEER de Lusignan est concerné par trois unités de distribution.



La commune de Jazeneuil est concernée pour la totalité de son territoire par l'unité de distribution « B » pour l'eau potable, qui est alimentée par un mélange des eaux du captage de la Jallière, du forage de la Forêt et du forage de La Roche Perrin.

L'UDI « B » est alimentée à partir des châteaux d'eau de Curzay sur Vonne (réservoir sur tour d'une capacité de 1 500 m³, où sont mélangées les eaux captées) et de Jazeneuil.

Le réseau public d'adduction en eau potable du centre d'exploitation SIVEER de Lusignan dessert le bourg de Jazeneuil, ainsi que les villages et l'ensemble des écarts habités.

Le réseau est maillé dans le bourg de Jazeneuil, avec de nombreux secteurs desservis par un réseau de diamètre important, permettant le développement de l'urbanisation.

Sur la partie rurale de la commune (écarts), les diamètres de canalisation sont souvent moins importants que dans le bourg.

L'ensemble du réseau est en PVC.

Le nombre de branchements d'eau potable s'élève à 455 au second semestre 2011.

Les volumes d'eau vendus sur la commune 53 642 m³.

Protection des captages

Tous les captages exploités par le centre d'exploitation SIVEER de Lusignan bénéficient de périmètres de protection de captages, institués par arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique.

La commune de Jazeneuil est concernée par le périmètre de protection des captages d'eau potable de La Roche Perrin (sur la commune) et de la Forêt (Curzay sur Vonne)

Une partie du territoire communal est ainsi concernée par la servitude d'utilité publique AS1 (servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales).

ASSAINISSEMENT

Dans la Vienne, il n'existe pas de Schéma départemental d'assainissement, mais le Département met à jour régulièrement les données dans ce domaine depuis une dizaine d'années. Actuellement, une étude est menée pour dresser un état des lieux précis de la situation.

Assainissement collectif

La commune dispose d'un schéma directeur d'assainissement élaboré en mars 1999 et approuvé en janvier 2011 par le Conseil Municipal.

Le zonage tel qu'il est défini actuellement prévoit un assainissement collectif pour :

- le bourg de Jazeneuil (y compris la Quinterie et la Cité du Champ de la Croix)
- la Mimaudière
- la Pétinière
- les Châtres

- les Quintardières

La compétence en assainissement collectif relève du SIVEER depuis le 01/01/2013 (la compétence relevait auparavant du SIAEPA de Lusignan).

Les 5 secteurs concernés par le zonage d'assainissement collectif sont équipés d'un système d'assainissement collectif, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Sites	Nombre de raccordés	Types de réseau	STEP	Capacité	Volume jour reçu
Le Bourg	266	Mixte dont 66% unitaire	Lagune	400 EH 200 EH réel*	50 m³
Les Quintardières		Séparatif	FSPR	70 EH	6 m³
Mimaudière		Unitaire	Drain enterré	Sans objet	Sans objet
Les Châtres		Unitaire		Sans objet	Sans objet
La Pétière		Unitaire	Puits perdus	Sans objet	Sans objet

L'unité de traitement du bourg offre une capacité théorique de 400EH mais une capacité réelle voisine de 200 EH. Elle se compose d'une lagune naturelle en terre scindée en trois bassins en série avec prétraitements récents et comptage des volumes reçus.

Par ailleurs, la station d'épuration du bourg est régulièrement en surcharge hydraulique en raison du caractère unitaire de son réseau. La capacité organique est également atteinte voire largement dépassée (source bilans 24 heures du SIAEPA de Lusignan).

Il peut être considéré que les hameaux de « la Mimaudière », « Les Châtres » et « La Pétière » disposent d'un réseau de collecte sans dispositif de traitement. Il existe un risque réel de pollution des eaux souterraines et superficielles.

Au regard des bilans et des informations à disposition, l'assainissement est donc un enjeu majeur sur la commune. Cette dernière a donc d'ores et déjà entamé des réflexions pour améliorer la situation existante. Elle sera ainsi en mesure de répondre aux besoins qui seront générées par l'ouverture à l'urbanisation prévue au PLU.

Pour le réseau d'assainissement collectif Les Quintardières, l'unité de traitement dispose d'une capacité résiduelle satisfaisante pour les besoins futurs.

Pour les autres sites desservis en revanche (Bourg, La Mimaudière, Les Châtres et La Pétière) les systèmes ne sont pas satisfaisants pour les besoins actuels et/ou ne seront pas suffisants pour les besoins futurs.

La commune et le SIVEER sont donc aujourd'hui en cours de réflexion sur les aménagements nécessaires et réalisables pour traiter la problématique. Plusieurs solutions sont étudiées.

Concernant la station de lagunage du bourg, celle-ci nécessite une extension de sa capacité. Deux options sont envisagées :

- une extension dans la continuité de l'existant. Mais le site envisagé se trouve, comme la station d'épuration existante, en partie en zone inondable et en zone humide (cependant, l'aménagement de la seule partie haute du terrain permettrait d'éviter ces contraintes) ;
- ou la création d'une nouvelle unité sur une parcelle agricole voisine, hors zone inondable et zone humide.

Le planning envisagé par le SIVEER pour ces aménagements est le suivant :

- 2014 : étude diagnostic du système d'assainissement (réseau + station)

- 2015 : dossier loi sur l'eau et études préalables aux travaux
- 2016 : construction de la station d'épuration

La situation des villages de La Mimaudière, La Pétinière et des Châtres est également en cours d'étude. Plusieurs options sont envisagées :

- retour à un zonage d'assainissement non collectif,
- création d'une (ou plusieurs) unité de traitement.
- raccordement du réseau de La Mimaudière au réseau du bourg (1 km environ de réseau à créer)

Toutefois, il apparaît que pour les villages, équipés d'un réseau de collecte incertain et sans unité de traitement, il est difficilement envisageable financièrement pour la collectivité de conserver à terme ses secteurs en assainissement collectif. En effet, ces travaux de mise en conformité (création des stations d'épuration et renouvellement du réseau de collecte) ne seront pas subventionnés et ne pourraient donc être réalisés sans incidence majeure sur la redevance assainissement.

Ainsi, dans les prochains mois, il sera probablement étudié avec les élus du Comité Local de Lusignan et le SIVEER, comment reclasser ces villages en assainissement non collectif.

Les nouvelles habitations devront se munir de systèmes d'assainissement autonome dans les hameaux (ou parties de hameaux) non desservis (le Châtaignier, et en partie La Pétinière et la Mimaudière), dans le respect du zonage d'assainissement.

Le raccordement des nouvelles habitations dans les secteurs en cours de réflexion (Bourg, La Mimaudière, La Pétinière) sera conditionné par la réalisation des aménagements nécessaires au traitement des effluents actuels et futurs.

L'équipement en termes d'assainissement collectif sur la commune sera donc ainsi en adéquation avec les prévisions de développement avancées dans le cadre du PLU.

Assainissement non collectif

Sur le reste du territoire communal, l'assainissement est de type individuel (non collectif), ce qui concerne environ 130 habitations.

L'aptitude des sols à l'assainissement autonome sur les secteurs isolés est :

- faible sur les écarts et villages de La Villa Amélie, La Fond Boudou, La Croix Loret, La Métairie du Portail, Le Portail, Le Coudreau, La Jumeau, La Petite Rémondière, La Carte, Les Touches, requérant la mise en place de filtres à sable drainés ou de tertres
- satisfaisante à moyenne sur les autres écarts de la commune, permettant la mise en place de tranchées d'épandage (éventuellement surdimensionnées) ou filtres à sable non drainés

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) relève du champ de compétences du SIVEER depuis le 01/01/2013.

Le SPANC mis en place est ainsi chargé :

- du contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif existants (contrôle de diagnostic)
- de la préconisation de la filière la mieux adaptée en fonction de la nature du sol et du respect des contraintes d'habitat, pour les constructions neuves et les réhabilitations (contrôle de conception)
- du contrôle des travaux par rapport au Document Technique Certifié, certificat de conformité de bonne mise en œuvre pour un bon fonctionnement (contrôle de réalisation)

- de la vérification du bon fonctionnement et de l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif (contrôle de fonctionnement)

Une étude diagnostique de l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif existants a été menée sur la commune de Jazeneuil avant le 31/12/2012, conformément à la législation. Le dernier diagnostic en date du SPANC fait état de 30% d'installations dont la réhabilitation est nécessaire.

Pour rappel, sont applicables :

- l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif
- l'arrêté préfectoral du 19 mai 1998 (n° 98-ASS/SE-85) relatif à l'assainissement non collectif.
- L'arrêté ministériel du 07 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

GESTION DES ORDURES MENAGERES

Sources : Communauté de communes du Pays Mélusin, www.cg86.fr (juillet 2013)

La collecte et le traitement des déchets ménagers sont de la compétence des communes, sous l'autorité de l'Etat.

Conformément à la réglementation, la compétence pour l'élaboration et le suivi du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été transférée au Conseil général de la Vienne. Ce plan a été révisé et approuvé en 2010 pour la période 2009-2018.

Le plan révisé intègre de nouvelles problématiques adaptées à l'évolution de la société et aux nouvelles priorités environnementales :

- réduction de la quantité de déchets produits
- gestion des Déchets Industriels Banals (DIB)
- collecte et la valorisation des biodéchets
- importation de déchets enfouis dans la Vienne

Le Plan 2009 - 2018 fixe pour 10 ans les modes d'organisation et les moyens pour la gestion des déchets. Son élaboration concertée se fait par étapes et sur la durée :

- inventaire des déchets, sur la base des données 2004
- recensement des acteurs et des installations
- évolution sur 5 et 10 ans de la production de déchets
- définition des priorités concernant la création d'installations, la collecte, le tri, le traitement et la prévention

Le plan apporte ainsi des objectifs et des prescriptions. Les décisions des acteurs publics doivent s'inscrire en compatibilité avec ces objectifs et prescriptions.

La gestion des ordures ménagères de Jazeneuil s'inscrit donc dans ce cadre.

La compétence ordures ménagères relève de la Communauté de Communes du Pays Mélusin.

Collecte

La collecte est gérée en régie par la CdC du Pays Mélusin. Elle est hebdomadaire pour les déchets ménagers et les emballages (tri sélectif) :

- au porte à porte dans le bourg et les principaux hameaux
- en points de regroupement pour le bâti isolé

Elle s'effectue le jeudi pour la commune de Jazeneuil.

Des bornes d'apport volontaire sont à disposition pour collecter le verre et les journaux-magazines. La collecte du contenu des bornes est assurée en régie par la CdC

La déchetterie de Lusignan, gérée par la CdC, est à disposition des habitants de la commune de Jazeneuil.

Par ailleurs, la CdC invite les habitants au compostage individuel des déchets compostables.

Traitement

Le traitement des déchets ménagers

La SEML du Melusayen effectue depuis le 2 avril 2013, le traitement des 2300 tonnes annuelles de déchets ménagers du Pays Mélusin en valorisant au maximum les matériaux.

Pour ce faire la Communauté de communes du pays Mélusin a initié ce projet dès 2010. Elle est actionnaire du capital de la SEML à hauteur de 17 % au côté de la Région, de la Communauté de communes du Lezayen et des partenaires privés propriétaires des brevets du process.

Un traitement innovant des déchets ménagers est mis en œuvre par la SEML à l'usine de Lezay.

Les ordures ménagères brutes sont, après un premier tri des encombrants, mélangées avec de la chaux vive et de l'eau induisant une réaction chimique qui déshydrate et hygiénise la fraction fermentescible des déchets. A la suite de cette réaction, plusieurs dispositifs visent à assurer un tri entre l'amendement organo-calcaire produit et les autres déchets (films et flacons plastiques, métaux...).

Le Centre de traitement multifilières obtient un recyclage direct des matières contenues dans les ordures ménagères (hors enfouissement et incinération) de 75 % minimum.

Ce taux est inégalé par les autres filières actuelles, dans une dimension industrielle et à un coût d'exploitation très mesuré.

Il est cohérent avec les objectifs d'amélioration de la gestion et de la valorisation des déchets en application des lois Grenelle 1 et 2 visant à une gestion durable des déchets et au développement de leur recyclage.

Les matières organiques sont valorisées localement en agriculture, permettant un retour de la fertilité au sol selon un cycle vertueux Production – Exportation – Restitution.

La part résiduelle (moins de 25 %), non valorisée, est constituée d'éléments stabilisés qui sont déposés en centre de stockage des déchets ultimes (CSDU).

Les étapes fonctionnelles du process sont les suivantes :

- Réception des déchets,
- Traitement et préparation au tri de la fraction organique : transformation de la fraction organique.
- Tri de la fraction organique

- Affinage et valorisation de la partie organique :
- Valorisation par filières de recyclage des différents produits (métaux, plastiques...)
- Valorisation des combustibles de substitution des refus par broyage
- Evacuation des inertes et fractions d'inertes (verre, caillou, calcaire, etc.) à diriger vers un centre de stockage.

Ce site de traitement totalement neuf, a nécessité 10 millions d'euros d'investissement.

L'exploitation de l'unité d'une capacité de 40 000 tonnes par an a débuté en avril 2013 avec les Déchets du Pays Mélusin et de la Communauté d'agglomération de Niort.

La capacité de traitement sera portée à 60 000 tonnes par an à moyen terme.

Le traitement des emballages ménagers

La SEM Val Vert Tri effectue le tri de ces emballages dans le centre de tri situé à Saint Georges les Baillargeux. Ces derniers sont ensuite recyclés dans les différentes filières.

Le traitement du verre et du papier

Un réseau de bornes d'apport volontaire permet de collecter le verre et le papier. Ces collectes sont effectuées en régie.

La SEM Val Vert Tri effectue le tri des papiers dans le centre de tri situé à Saint Georges les Baillargeux. Ce dernier est ensuite acheminé vers le recycleur.

Saint Gobain Emballages situé à Château-Bernard (16) recycle le verre ainsi collecté

Le traitement des déchets non ménagers

Les déchets non ménagers (collectivités, artisans, commerçants et entreprises) sont collectés par les mêmes services que les particuliers si les déchets sont assimilables aux déchets ménagers. Pour certaines entreprises, une convention de prise en charge de leurs déchets a été instaurée pour faire participer les producteurs au coût d'élimination de ces déchets.

Les déchets collectés à la déchèterie

Les catégories de déchets suivantes sont acceptées à la déchèterie des Pins à Lusignan :

- Batteries
- Bois
- Ferrailles
- Cartons
- Déchets verts
- Encombrants
- Piles
- Déchets ménagers spéciaux (DMS) : pots de peintures, colles, vernis, acides, pesticides, herbicides
- Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E) : petits et gros électroménagers
- Huiles alimentaires
- Gravats
- Huile de vidange
- Verre
- Papier
- Emballages à recycler
- Textiles
- Sources lumineuses, néons

- Radiographie et films
- Cartouches d'encre

Les déchets collectés sont ensuite expédiés vers les différentes filières de valorisation lorsqu'elles existent. Par exemple, les déchets verts sont acheminés à la plateforme de compostage d'Ingrandes (86).

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux

Les déchets d'activités de soins à risques infectieux sont collectés lors de permanences trimestrielles par un prestataire agréé.

ANNEXES : TEXTES DE REFERENCE EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

Arrêté préfectoral du 19 mai 1998

A consulter en préfecture ou en mairie

Arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié par les arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=FAE9037CD0647C9AB434E364F2DD1E DD.tp djo06v_3?cidTexte=JORFTEXT000021125109&dateTexte=20140212

Articles L.1331-1 à 16 du Code de la santé publique

Articles en vigueur à l'approbation du PLU :

Article L.1331-1

Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales.

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales.

Article L1331-1-1

I. - Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

II. - Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document.

Les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif et les modalités de l'exécution de la mission de contrôle ainsi que les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement présentés par les installations existantes sont définies par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Article L1331-2

Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal.

Article L1331-3

Dans le cas où le raccordement se fait par l'intermédiaire d'une voie privée, et sans préjudice des dispositions des articles L. 171-12 et L. 171-13 du code de la voirie relatives à l'assainissement d'office et au classement d'office des voies privées de Paris, les dépenses des travaux entrepris par la commune pour l'exécution de la partie publique des branchements, telle qu'elle est définie à l'article L. 1331-2, sont remboursées par les propriétaires, soit de la voie privée, soit des immeubles riverains de cette voie, à raison de l'intérêt de chacun à l'exécution des travaux, dans les conditions fixées au dernier alinéa de l'article L. 1331-2.

Article L1331-4

Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.

Article L1331-5

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Article L1331-6

Faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées aux articles L. 1331-1, L. 1331-1-1, L. 1331-4 et L. 1331-5, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Article L1331-7

Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 peuvent être astreints par la commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent en matière d'assainissement collectif, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif.

Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2.

La participation prévue au présent article est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public détermine les modalités de calcul de cette participation.

NOTA:

Loi n° 2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012 JORF 15 mars 2012, art. 30 II : Les modifications induites par cette loi sont applicables aux immeubles qui ont été raccordés au réseau public de collecte des eaux usées à compter du 1er juillet 2012. Il ne s'applique pas aux immeubles pour lesquels les propriétaires ont été astreints à verser la participation prévue à l'article L. 1331-7 du code de la santé publique, dans sa rédaction antérieure à la publication de la présente loi.

Article L1331-7-1

Le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique en application de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.

Le propriétaire peut être astreint à verser à la collectivité organisatrice du service ou au groupement auquel elle appartient, dans les conditions fixées par délibération de l'organe délibérant, une participation dont le montant tient compte de l'économie qu'il réalise en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire.

Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L. 1331-2, L. 1331-3 et L. 1331-6 du présent code.

La collectivité organisatrice du service ou le groupement auquel elle appartient peut fixer des prescriptions techniques applicables au raccordement d'immeubles ou d'établissements mentionnés au premier alinéa du présent article en fonction des risques résultant des activités exercées dans ces immeubles et établissements, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent. Ces prescriptions techniques sont regroupées en annexes au règlement de service d'assainissement qui, par exception aux dispositions de l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales, ne sont notifiées qu'aux usagers concernés.

Article L1331-8

Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

Article L1331-9

Les sommes dues par le propriétaire en vertu des articles L. 1331-2, L. 1331-3 et L. 1331-6 à L. 1331-8 sont recouvrées comme en matière de contributions directes.

Les réclamations sont présentées et jugées comme en matière de contributions directes.

Article L1331-10

Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou, lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le président de l'établissement public ou du syndicat mixte, après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, si cette collectivité est différente. Pour formuler un avis, celle-ci dispose d'un délai de deux mois, prorogé d'un mois si elle sollicite des informations complémentaires. A défaut d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci est réputé favorable.

L'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci.

L'autorisation prévue au premier alinéa fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Toute modification ultérieure dans la nature ou la quantité des eaux usées déversées dans le réseau est autorisée dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa.

L'autorisation peut être subordonnée à la participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux.

Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L. 1331-2, L. 1331-3, L. 1331-6, L. 1331-7 et L. 1331-8 du présent code.

Article L1331-11

Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;

2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;

3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;

4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8, dans les conditions prévues par cet article.

Article L1331-11-1

Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

Si le contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur.

Article L1331-12

Les dispositions des articles L. 1331-1 à L. 1331-11 sont applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics soumis à une législation spéciale ayant le même objet.

Toutefois, l'assemblée compétente suivant le cas a pu décider, par délibération intervenue avant le 31 décembre 1958, que ces dispositions n'étaient pas applicables à la collectivité intéressée. Cette décision peut être abrogée à toute époque.

Article L1331-13

Dans les communes mentionnées à l'article L. 321-2 du code de l'environnement, les zones d'urbanisation future ne peuvent être urbanisées que sous réserve de l'existence ou du début de réalisation d'un équipement de traitement et d'évacuation des effluents des futurs constructions, installations et aménagements, conformément au chapitre Ier du titre Ier du livre II du code de l'environnement.

A défaut, elles ne peuvent être urbanisées que si le règlement de la zone précise que les autorisations d'occupation du sol ne pourront être délivrées pour les constructions, installations ou aménagements susceptibles d'être à l'origine d'effluents que sous réserve de la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome adapté au milieu et à la quantité des effluents.

Les dispositions des alinéas précédents sont applicables à la délivrance des autorisations relatives à l'ouverture de terrains au camping et au stationnement des caravanes.

Article L1331-15

Les immeubles et installations existants destinés à un usage autre que l'habitat et qui ne sont pas soumis à autorisation ou à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-4, L. 512-1 et L. 512-8 du code de l'environnement doivent être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel.